



Le syndrome de Calimero

Mais pourquoi les Français ont-ils cette fâcheuse tendance à se plaindre de leur sort ?

par Pierre-Antoine Delhommaïs

Les propos avaient suscité une vive polémique. En déplacement à Colombey-les-Deux-Eglises pour célébrer le 60^e anniversaire de la Constitution de la V^e République, Emmanuel Macron avait, lors d'un bain de foule, fait cette réponse à une retraitée qui se plaignait de sa faible pension : « *Le petit-fils du Général m'a dit tout à l'heure, en me faisant visiter La Boisserie, que la règle devant son grand-père était : "Vous pouvez parler très librement ; la seule chose qu'on n'a pas le droit de faire, c'est de se plaindre." Je trouve que c'est une bonne pratique qu'avait le Général. Le pays se tiendrait autrement s'il était comme ça.* »

A titre individuel, de très nombreux Français ont pourtant aujourd'hui de bonnes raisons de se plaindre. Les 7 millions de retraités affectés par la hausse de 1,7 point de la CSG, les 15 millions de fumeurs confrontés à l'envolée des prix du tabac, les 3,5 millions de chômeurs, les 5 millions de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté ou encore les 68 % de Français qui utilisent leur voiture quotidiennement et qui ont vu le prix de l'essence grimper de plus de 15 % en un an. A titre collectif, les Français ont aussi des motifs de se plaindre au vu des performances économiques du pays : une croissance plus faible qu'ailleurs, une pression fiscale plus forte qu'ailleurs, sans oublier un taux de chômage de 9 %, alors que celui-ci est tombé presque partout à des plus bas niveaux historiques (3,7 % aux Etats-Unis, 3,4 % en Allemagne, 3,9 % au Royaume-Uni).

Au-delà de ces raisons objectives et conjoncturelles de se plaindre, il en existe d'autres, plus subjectives, plus profondes et structurelles, reflétées par toutes ces enquêtes internationales qui indiquent que les Français affichent depuis plusieurs décennies « un niveau de satisfaction dans la vie » systématiquement inférieur à celui observé dans les autres pays européens, systématiquement inférieur à ce que laisserait prédire notre niveau de richesse par habitant.

Dans leur essai « Les Français, le bonheur et l'argent » (Editions Rue d'Ulm), les économistes Yann Algan, Elizabeth Beasley et Claudia Senik avancent l'explication selon laquelle ce haut degré d'insatisfaction provient, au moins en partie, de la très grande nostalgie que les Français éprouvent pour des époques révolues (70 % d'entre eux rêvent de vivre à une période passée) qui leur ferait voir le présent en gris foncé et l'avenir en noir.

Cette nostalgie se trouve, il est vrai, soigneusement entretenue par les partis politiques radicaux. Chez les ultraécologistes, elle est au cœur des théories décroissantes qui nourrissent le regret d'une France préindustrielle, non polluée, où l'homme et la nature vivaient en parfaite harmonie. Chez Marine Le Pen, elle justifie non seulement le discours contre les migrants menaçant la blancheur immaculée de la France celtique, mais elle légitime

Le Rassemblement national et La France insoumise prônent la retraite à 60 ans, comme dans la loi de... 1983.



aussi, tout comme d'ailleurs chez Jean-Luc Mélenchon, le rejet d'une mondialisation «ultralibérale» qui met en danger le sacro-saint modèle social français créé à la Libération.

Le dossier des retraites est emblématique des blocages provoqués par cette référence obsessionnelle au passé. D'abord dans l'attachement viscéral au régime par répartition, au prétexte qu'il a été instauré par le Conseil national de la Résistance. Il est amusant d'observer que la mémoire collective se montre légèrement défaillante à ce sujet puisque c'est en réalité sous Vichy, et sous la houlette du ministre du Travail de l'époque, René Belin, ancien dirigeant de la CGT, qu'ont été posées les grandes bases du régime par répartition avec le décret du 14 mars 1941 sur l'allocation aux vieux travailleurs salariés. Il est encore plus frappant de voir ce que proposent, en matière de retraites, le Rassemblement national et La France insoumise, pour qui le futur doit ressembler au passé : les deux partis populistes prônent tout simplement de revenir à un âge de départ à 60 ans, comme dans la loi de 1983, sans tenir le moindre compte du fait que l'espérance de vie a augmenté entre-temps de huit ans.

Même s'ils peuvent paraître maladroits et brutaux, les propos d'Emmanuel Macron ont l'immense mérite d'évoquer ce syndrome de Calimero dont sont gravement atteints les Français, éternels insatisfaits chantant inlassablement leurs plaintes nostalgiques. Au fait, selon un tout récent sondage, 81 % des Français rêvent aujourd'hui de vivre à la campagne, soit exactement le pourcentage de Français qui habitent désormais en ville. Jamais contents ■



– Un conseil : ne traversez pas la Méditerranée en bateau !
On l'a fait une fois, le continental breakfast était nul !